



PERMANENT MISSION OF ALGERIA TO THE UNITED NATIONS  
MISSION PERMANENTE D'ALGERIE AUPRES DES NATIONS UNIES

326 East 48 Street  
New York, NY 10017

Tél : 1 212 750 1960  
Fax : 1 212 759 9538

27 février 2007

Intervention de M. Mohamed Sofiane Berrah, Premier Secrétaire, lors de la réunion préparatoire intergouvernementale de la CDD-15 sur le thème « énergie pour le développement durable »

---

***Monsieur le président***

Avant toute chose, permettez moi de vous féliciter ainsi que les membres du Bureau et le Secrétariat de la Commission pour l'excellente organisation de nos travaux.

Prenant la mesure de l'importance des questions soumises à notre examen, ma délégation tient absolument à contribuer à l'effort global pour faire de cette réunion préparatoire aux travaux de la 15<sup>ème</sup> session de la Commission du développement durable, un franc succès.

Sur le thème « énergie pour le développement durable », elle souhaite présenter des propositions d'actions prioritaires dans le cadre des mesures et politiques pratiques à mettre en œuvre. Mais d'abord, deux constats s'imposent.

1- Aucun développement ni aucune croissance ne sont possibles sans un large accès à l'énergie et aux services énergétiques. La session d'examen de 2006 nous a rappelé combien les progrès accomplis dans ce domaine demeurent insignifiants et s'éloignent des Objectifs tracés dans le cadre de la déclaration du Millénaire. En effet, force est de constater que face à des besoins croissants en énergies, les modèles prédictifs appuyés par des statistiques récentes indiquent que les énergies fossiles sont et resteront pour les décennies à venir la principale source d'énergie dont le potentiel est à même de soutenir la courbe de la croissance.

2- La réponse aux besoins vitaux en énergie induit inexorablement une pression constante et intenable sur les ressources naturelles largement supérieure à la capacité de régénérescence de celles-ci. Pour replacer le monde sur une trajectoire énergétique durable, la mise en place de leviers de contrôle de cette consommation couplée à une diversification des sources d'énergie, s'imposent comme des exigences pressantes.

***Monsieur le Président***

Deux pistes d'actions doivent, de notre point de vue, fonder nos efforts pour répondre à nos besoins réels en énergie tout en léguant aux générations futures un environnement sain dans lequel ils continueront de puiser les ressources nécessaires à leur propre développement.

1- La conversion des procédés de production hérités du passé en outils efficaces et efficients respectueux de l'environnement humain et naturel. L'offre de services des

industries pétrolière et gazière devraient, dans ce cadre, bénéficier en priorité de ces avancées pour mettre à niveau leurs installations extractive, productive et de transport.

Quant à la consommation d'énergie, un important effort devrait porter sur la maîtrise de la demande globale d'énergie à travers l'amélioration de l'efficacité énergétique et de la gestion de la consommation finale d'énergie qui sont les moyens les moins coûteux, les plus rapides et les plus propres de faire face à la forte demande en énergie.

2- A plus long terme, et suivant une cadence adaptée aux besoins et aux capacités propres de chaque pays, les actions suivantes devraient retenir davantage notre attention:

- a) Le développement de sources nouvelles d'énergie grâce, notamment, à des investissements et des financements orientés vers des activités prioritaires pour les communautés pauvres ainsi que par le renforcement de la coopération avec les pays pourvoyeurs des technologies à faible émission de carbone.
- b) Le repli continu du pétrole sur ses usages quasi-captifs particulièrement dans les secteurs du transport et de la pétrochimie, place le gaz naturel et l'énergie nucléaire en tête des facteurs de production d'électricité, présentant tous deux la caractéristique essentielle d'être des énergies plus propres. Leur développement devrait donc s'inscrire parmi les choix de stratégies énergétiques que chaque pays pourrait adopter à sa convenance.

### ***Monsieur le Président***

Pour atteindre ces objectifs, l'effort à déployer de façon coordonnée au triple plan national, régional et international est immense. Concrètement, cela requiert au niveau national le renforcement des capacités institutionnelles, de fournir les incitations nécessaires pour encourager les économies d'énergie à travers, par exemple, une réglementation thermique du bâtiment et une politique de contrôle thermique des installations de combustion. L'implication et le soutien du secteur privé couplée à une bonne stratégie de communication, sont des facteurs essentiels pour le succès de ces mesures.

Aux niveaux régional et international, une coopération authentique devrait également s'établir. Les partenariats internationaux dans le domaine de la recherche et d'échanges de bonnes pratiques doivent être mentionnés parmi les outils susceptibles d'accélérer la recherche et l'innovation.

Au registre de la coopération Nord/Sud, les pays développés devraient jouer un rôle leader (i) en affichant des positions plus ouvertes et plus constructives concernant toutes les options énergétiques (ii) en aidant les pays en développement à brûler les étapes du processus de développement technologique (iii) en favorisant un transfert de technologies adaptées au besoins et au contexte socioéconomique des pays en développement (iv) en renforçant les capacités institutionnelles et opérationnelles des pays du Sud à travers par exemple la formation et le développement de la recherche.